

Les manuels scolaires, outils pour la construction d'une paix durable au sortir de la Grande Guerre ?

Maguelone Nouvel-Kirschleger, Steffen Sammler

▶ **To cite this version:**

Maguelone Nouvel-Kirschleger, Steffen Sammler. Les manuels scolaires, outils pour la construction d'une paix durable au sortir de la Grande Guerre ?. La Grande Guerre des manuels scolaires, Dec 2014, Montpellier, France. hal-01243695

HAL Id: hal-01243695
https://hal.science/hal-01243695

Submitted on 15 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Les manuels scolaires, outils pour la construction d'une paix durable au sortir de la Grande Guerre ? »

Maguelone NOUVEL-KIRSCHLEGER
Steffen SAMMLER

« Les manuels scolaires, outils pour la Construction d'une paix durable au sortir de la Grande guerre ? »
Au sortir de la Grande guerre s'ouvre une période de prise de conscience des mésusages de l'enseignement de l'Histoire, accusé d'attiser les haines en Europe. De cette réflexion éclot un mouvement international pour la révision des manuels scolaires dont l'objectif premier est la correction des récits de la Grande guerre « en train de se faire », récits très vindicatifs à l'égard des anciens ennemis. Quels sont alors les processus mis en place pour transformer ces récits de guerre en outils de paix ?

« Schulbücher als Medien einer nachhaltigen Friedenserziehung nach dem Ende des Ersten Weltkriegs ? »
Das Ende des Ersten Weltkrieges leitete eine Periode des verstärkten Nachdenkens über die besondere Rolle des Geschichtsunterrichts für die Erziehung zum Hass und zur Feindschaft zwischen den Völkern in Europa ein. In diesem Zusammenhang entwickelte sich eine breite internationale Bewegung für die Revision der Geschichtsschulbücher. Dabei war die Analyse und Revision der Darstellungen des Ersten Weltkrieges von großer Bedeutung, da diese sich rachsüchtig und hasserfüllt mit den ehemaligen Kriegsgegnern auseinandersetzten. In diesem Zusammenhang rekonstruiert der Beitrag die Versuche, die in der Zwischenkriegszeit unternommen wurden, um Geschichtsschulbücher aus Werkzeugen der Kriegspropaganda zu Medien einer nachhaltigen Friedenserziehung zu verwandeln ?

« Did textbooks act as media of education for sustainable peace after the First World War ? »
The end of the First World War ushered in a period of intense reflection on the particular role of history education in inspiring and exacerbating hatred and vengefulness among the peoples of Europe. A broad international movement for the revision of history textbooks arose; one of its primary objectives was the analysis and revision of the narratives of the First World War which were coming into being in the nations of Europe and which described the opposing side in that war in vindictive and vengeful terms. This contribution retraces the attempts undertaken during the inter-war period to bring about a transformation of history textbooks from instruments of war propaganda into media of education for sustainable peace ?

Introduction

Au sortir de la Grande Guerre s'ouvre une période de prise de conscience des usages abusifs de l'Histoire, « instrumentalisée » à des fins politiques et idéologiques au cours de ce que l'on a appelé « la guerre des historiens » [1]. En 1919, le pacifiste français Romain Rolland écrivait à ce propos dans

1Olivier Dumoulin, « Les historiens au service de l'État ? (1871-1940) », dans Marc-Olivier Baruch et Vincent Duclert, *Serviteurs de l'État, Paris*, La Découverte, coll. « Espace de l'histoire », 2000, p. 125-140.

L'Humanité : « Ils ont cherché dans l'arsenal de leur savoir, de leur mémoire, de leur imagination, des raisons anciennes et nouvelles, des raisons historiques, scientifiques, logiques, poétiques, de haïr »[2].

Les années 1920 représentent également une période de réflexion sur les usages et mésusages de l'enseignement de l'Histoire et sur ses incidences sur l'entente des peuples et la genèse des conflits. De cette réflexion éclot en Europe un mouvement international pour la révision des manuels scolaires : dans le but d'améliorer le contenu des livres d'enseignement, les enquêtes se multiplient[3], à l'initiative des gouvernements, de la Société des Nations mais aussi de la « société civile »[4], à l'exemple des travaux menés par les instituteurs syndicalistes et pacifistes français proches de « l'Education nouvelle », membres du Syndicat National des instituteurs (SNI)[5] ou de la Fédération Unitaire de l'Enseignement (FUE) [6].

Pour les acteurs de ce vaste mouvement de révision, il s'agit en priorité de corriger les récits scolaires de la Grande Guerre « en train de se faire » ; des récits rédigés « à chaud », souvent bellicistes et vindicatifs à l'égard de l'ancien ennemi.

Quels sont alors les processus de réconciliation mis en place par la « société civile », au sortir de la Grande Guerre, pour améliorer le contenu des manuels scolaires et réconcilier les peuples en Europe, à commencer par les Français et les Allemands ?

Pour répondre à cette question, nous nous sommes appuyés sur les enquêtes publiées au cours des années 1920, sur le témoignage des acteurs du mouvement ainsi que sur les travaux pionniers réalisés sur le sujet depuis les années 1990[7]. A la lumière de ces documents, la révision des manuels scolaires

---

2 Romain Rolland, L'Humanité, 1919. Cité dans Maria Cristina Giuntella, « Enseignement de l'Histoire et révision des manuels scolaires dans l'entre-deux-guerres », dans Marie-Christine Baquès, Anne Bruter et Nicole Tutiaux-Guillon (dir.), *Pistes didactiques et chemins d'historiens*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 161.

3 Maria Cristina Giuntella, ibid., p. 161-189 ; Marcello Verga, « Manuels d'histoire pour la paix en Europe, 1923-1938 », dans Marta Petricioli et Donatella Cherubini (dir.*), Pour la Paix en Europe, Institutions et société civile dans l'entre-deux-guerres*, Berne, Peter Lang, 2007, p. 503-525.

4 La « société civile » est entendue ici par opposition au gouvernement et aux milieux politiques : elle qualifie essentiellement les milieux de l'enseignement et les syndicats professionnels.

5 Olivier Loubes, *L'école et la patrie. Histoire d'un désenchantement 1914-1940*, Paris, Belin, 2001.

6 Loic Le Bars, *La Fédération Unitaire de l'Enseignement (1919-1935*), Paris, Editions Syllepse, 2005. Cf. Antoine Richard et Louis Boutreux, *La nouvelle histoire de France*, Editions de l'Ecole émancipée, 1927.

7Rainer Riemenschneider, « Ein halbes Jahrhundert deutsch-französischer Schulbuchgespräche », dans Hans-Jürgen Pandel (dir.), *Verstehen und Verständigen, Pfaffenweiler,*

se révèle tout d'abord l'enjeu d'une querelle entre enquêteurs européens bien décidés à utiliser les différentes études produites pour dénoncer les manuels de l'ex-ennemi. Le mouvement pour la révision des livres d'enseignement apparaît ensuite, cependant, comme un outil de rapprochement culturel et de réconciliation, notamment entre la France et l'Allemagne où, dès les années 1920, des manuels révisés, précurseurs, sont édités dans un esprit de pacification franco-allemande.

La « Grande Guerre » des manuels : une guerre de révision

Le rôle pionnier de la Fondation Carnegie pour la paix internationale fondée en 1909[8].

> « La Dotation Carnegie a été, semble-t-il, la première organisation privée qui, depuis la guerre, se soit occupée de la question des manuels d'histoire. Cet objet fut le premier qui s'imposa à sa Division des relations internationales et de l'éducation quand celle-ci, en 1921, se trouva en demeure de compléter un programme d'action »[9].

Le lancement de l'enquête sur les manuels scolaires dès 1921 s'inscrit dans une série d'initiatives prises par la Fondation pour le renouveau de la vie et la coopération intellectuelle et culturelle en Europe au sortir de la Grande Guerre. Les plus symboliques sont les aides accordées pour la reconstruction des bibliothèques de Reims et de Louvain détruites pendant la guerre.

L'enquête Carnegie : une entreprise « française » qui divise

Le 13 juillet 1921, le Comité exécutif du Centre européen de la Dotation examine le projet d'enquête sur « l'esprit dans lequel étaient conçus et rédigés, à l'égard du drame de 1914-1918, de ses causes et de ses résultats, les livres scolaires les plus récemment mis en usage chez les peuples, anciens

---

Centaurus-Verlagsgesellschaft, 1991, p. 137-148 ; Rainer Bendick, « Irrwege und Wege aus der Feindschaft. Deutsch-französische Schulbuchgespräche im 20. Jahrhundert », dans Kurt Hochstuhl (dir.), *Deutsche und Franzosen im zusammenwachsenden Europa 1945-2000*, Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer, 2003, p. 73-103. Philippe Alexandre, « Zur Vorgeschichte einer deutsch-französischen Geschichtsschulbuchrevision », dans Philippe Alexandre (dir.), *Culture et humanité. Hommage à Elisabeth Genton*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 2008, p. 259-276.

8 Cf. Nadine Lange-Akhund, « La Dotation Carnegie pour la Paix Internationale (1910-1940) » : http://crises.upv.univ-montp3.fr/files/2014/01/Nadine-Lange-Akhund.pdf

9 Jules Prudhommeaux, « Introduction » dans *Dotation Carnegie pour la Paix Internationale. Direction des Relations et de l'Éducation. Enquête sur les livres scolaires d'après-guerre*, Paris, Dotation Carnegie éd., 1923.

belligérants »[10]. Un des intellectuels les plus engagés sur le sujet, parmi les membres du Centre européen, est alors le professeur français Jules Prudhommeaux, qui se retrouve en charge de la coordination de l'enquête qui paraît à Paris en 1923[11].
Dirigée par un Français, l'enquête est également réalisée par des professeurs français qui étudient non seulement les manuels de leur pays, mais aussi les manuels allemands : les historiens allemands ne sont pas associés en tant qu'évaluateurs à l'enquête du Centre européen de la dotation Carnegie. A la différence des autres pays participant au projet – France, Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Bulgarie – les manuels allemands sont évalués par des étrangers : il s'agit d'une méthode unilatérale qui déplaît fortement outre-Rhin.
En outre, les résultats publiés se révèlent assez négatifs vis-à-vis de l'Allemagne : les enquêteurs français de la Fondation Carnegie dénoncent la survie, dans les manuels allemands, de l'esprit monarchique, antirépublicain et antidémocratique. A leurs yeux, leur étude prouve que la mentalité allemande n'a pas changé, et que ce pays reste une menace pour ses voisins. C'est pourquoi, ils s'interrogent : les Allemands ont-ils les capacités pour bâtir une vraie démocratie et une société pacifiée ? En ont-ils réellement la volonté ?

Si l'enquête est bien accueillie en France, elle est en revanche fort critiquée en Allemagne. En effet, la publication de ce document provoque un grand mécontentement dans les milieux de l'enseignement, tous bords politiques confondus (aussi bien chez les démocrates radicaux et socialistes comme Siegfried Kawerau, que chez les conservateurs comme Arnold Reimannn), qui dénoncent la mise à l'écart des historiens et des professeurs allemands à l'égard du monde scientifique européen et de la communauté internationale des savants.
Dans les milieux socialistes démocrates, la déception est particulièrement grande. A leurs yeux, les Français écartent délibérément les Allemands des initiatives du Bureau européen de la Fondation Carnegie et de la SDN, sans chercher à rendre justice aux intellectuels – issus notamment des rangs du socialisme – qui n'ont eu de cesse, face aux partisans du militarisme de Guillaume II, de dénoncer les idées et les pratiques bellicistes de l'Empire. Ce fut le cas notamment de l'historien Friedrich Wilhelm Foerster, pédagogue, professeur d'Université et pacifiste convaincu. Celui-ci, lorsque la guerre

10 Cf. Société des Nations. Institut international de coopération intellectuelle. La révision des manuels scolaires contenant des passages nuisibles à la compréhension mutuelle des peuples, Paris, 1932, p. 55.
11 Dotation Carnegie pour la Paix Internationale. *Enquête sur les livres scolaires d'après-guerre*, 1923.

éclata, reconnut immédiatement la responsabilité de l'Allemagne[12], ce qui lui valut une mise au ban du monde universitaire. La sanction fut exemplaire, et il dût poursuivre son enseignement à Zürich entre 1897 et 1913.

La « riposte » des Allemands : entre justification et tentative de réhabilitation

Les controverses suscitées par l'enquête émanant du Bureau européen de la Fondation Carnegie incitent les Allemands, mécontents, à réaliser leurs propres investigations sur les manuels scolaires. Les initiatives se multiplient rapidement : les milieux de gauche cherchent le moyen d'être associés aux entreprises de la Fondation Carnegie, tandis que les conservateurs obtiennent le soutien du Mouvement du Christianisme pratique (*The Life and Work Movement*), fondé à Stockholm en 1925 à l'occasion de la Conférence du Christianisme pratique (*The Universal Christian Conference on Life and Work*).

Soutenu par le Ministère des affaires étrangères allemand, la Société allemande des professeurs d'histoire (*Verband der Geschichtslehrer Deutschlands*) réalise, dès la fin des années 1920, à l'initiative de son président Arnold Reimann, ses propres enquêtes pour le compte du Mouvement du Christianisme pratique qui, composé de chrétiens conservateurs (catholiques et protestants), souhaite vivement encourager les investigations en matière d'Education. En parallèle, Hermann Pinnow, un collègue de Reimann au sein de l'Association des professeurs, entreprend une enquête sur les manuels étrangers[13], dont les résultats paraissent dès 1927, trois ans avant la publication des conclusions de l'enquête d'Arnold Reimann en Allemagne (1930)[14] .

En réaction à l'enquête Carnegie menée par des Français, les enquêtes de Reimann et Pinnow visent à comparer les manuels français et allemands, afin de réhabiliter les ouvrages de leur pays par une critique virulente des ouvrages de leur ancien ennemi et de ses alliés. Français de la Fondation Carnegie et Allemands de l'Association des professeurs réduisent ainsi le processus de révision à une guerre des interprétations, pour se livrer à une véritable « Grande Guerre de révisions » des livres scolaires.

---

12 Verdiana Grossi, *Le Pacifisme européen, 1889-1914*, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 107-110. Cité dans Maria Cristina Giuntella, « Enseignement de l'Histoire et révision des manuels scolaires dans l'entre-deux-guerres », dans Marie-Christine Baquès, Anne Bruter et Nicole Tutiaux-Guillon (dir.), Pistes didactiques…, 2003, p. 163.

13 Hermann Pinnow, *Deutschland im Lichte ausländischer Schulbücher der Nachkriegszeit*, Berlin, Verlag für Kulturpolitik, 1927.

14 Arnold Reimann, *Gutachten über die deutschen Geschichtslehrbücher erstattet im Auftrage des Verbandes deutscher Geschichtslehrer an die Schulbuchkommission der World Alliance for christian work and life*, Munich, Oldenbourg, 1930.

Cependant, à la même époque, d'autres initiatives plus objectives voient le jour comme celle de l'historien et professeur de lycée Siegfried Kawerau – spécialiste de la rivalité franco-allemande au Moyen-Age – qui s'efforce de mener une enquête impartiale dans le but de réhabiliter en toute conscience les historiens allemands auprès de la Communauté internationale.
Par son étude qui paraît en Allemagne en 1927[15], Siegfried Kawerau ambitionne de prouver que les Allemands – en particulier les professeurs démocrates – auraient été tout à fait qualifiés (scientifiquement et moralement) pour mener à bien une enquête correspondant aux attentes de la Fondation Carnegie.
La démarche de Kawerau fait alors débat au sein même du mouvement pour la révision des manuels. Pour Arnold Reimann par exemple, Kawerau est un « démocrate obstiné et pacifiste convaincu »[16], incapable de faire une analyse objective du contenu des manuels scolaires dans l'esprit de Ranke, c'est-à-dire un esprit scientifique et préservé des préjugés[17]. A ses yeux, l'enquête de Kawerau est incomplète et biaisée : l'auteur se permet de faire une critique sévère des manuels allemands, sans avoir au préalable comparé ces derniers aux livres scolaires publiés à l'étranger.

Allemands et Français côte à côte : la révision comme objet de réconciliation

Proche des milieux pacifistes, Kawerau tente alors de nouer le dialogue avec les professeurs français pour entreprendre une révision concertée, tandis qu'en France, Georges Lapierre s'efforce de sensibiliser ses collègues instituteurs au danger des manuels bellicistes.

Pour une nouvelle écriture de l'histoire : les initiatives de Kawerau et Lapierre

Dès octobre 1924, Siegfried Kawerau organise à Berlin, sous l'égide de la *Bund entschiedener Schulreformer*, une conférence internationale de professeurs d'histoire. Parmi eux de nombreux spécialistes de la « l'Education nouvelle » qui propagent des méthodes novatrices d'enseignement et d'écriture de l'histoire. L'organisateur y convie Ferdinand Buisson alors en séjour en

15 Siegfried Kawerau, *Denkschrift über die deutschen Geschichts- und Lesebücher vor allem seit 1923*, Berlin, Hensel et Co. Verlag, 1927.
16 Arnold Reimann, *Gutachten über die deutschen Geschichtslehrbücher…,* 1930, p. 3.
17 Pour Ranke, l'historien ne doit pas être un juge du Passé, mais doit reconstruire l'Histoire à partir de sources « objectives ». Cf. Rudolf Vierhaus, « Rankes Begriff der historischen Objektivität », dans Reinhart Koselleck, Wolfgang J. Mommsen et Jörn Rüsen (dir.), *Objektivität und Parteilichkeit in der Geschichtswissenschaft*, Munich, DTV, 1977, p. 63-76.

Allemagne pour promouvoir la paix dans le contexte des accords de Locarno. Les interventions de Buisson sur « Patrie et humanité » et de Kawerau sur « Citoyen du monde, Européen, Allemand » se répondent avec éloquence pour inciter les historiens à internationaliser la réflexion sur l'écriture et l'enseignement de l'histoire tout en dépassant le cadre national.[18]

Côté français, dans un contexte de « deuil national » et de « pacifisme funèbre »[19], l'instituteur syndicaliste Georges Lapierre – issu des milieux socialistes – dresse dès 1926 la liste d'une vingtaine de livres d'histoire et de littérature[20] qui, selon lui, entretiennent les haines entre les peuples[21] ; parmi les ouvrages critiqués, nombre d'entre eux sont alors très répandus comme le Lavisse (publié chez Armand Colin) ou le Gauthier-Deschamps (aux éditions Hachette). Cependant, grâce au travail du Syndicat national des instituteurs, vingt-six manuels scolaires font rapidement l'objet d'un boycott de la part des enseignants, ce qui contraint les éditeurs à réviser le contenu d'une grande partie de ces livres dans un esprit d'apaisement[22].
Dans cette affaire, les enseignants français ont prouvé leur capacité d'influence et revendiqué leur liberté de choix quant à l'achat de leurs livres scolaires, démarche qui force l'admiration de nombre de leurs collègues allemands comme en témoigne l'article publié par le journal pacifiste *Friedenswarte* dans lequel l'auteur, l'instituteur Heinrich Grönewald, de Brunswick, explique – non sans admiration et idéalisme – qu'en France, à la différence de l'Allemagne, il n'y a pas de censure ou de sanction politique qui entrave la liberté pédagogique : le choix des livres scolaires est confié aux bons soins des enseignants qui défendent activement ce droit[23].

---

18 Ferdinand Buisson, « Vaterland und Menschheit » et Siegfried Kawerau, « Weltbürger, Europäer, Deutscher », dans Siegfried Kawerau (dir.), *Die ewige Revolution. Ergebnisse der Internationalen Geschichtstagung 2*. – 4. Oktober 1924, Berlin, C. A. Schwetschke u. Sohn, 1925, p. 229-234 ; p. 439.

19 Patrick Cabanel, *Le Tour de la Nation par deux enfants. Romans scolaires et espaces nationaux (XIXe-XXe siècles),* Paris, Belin, 2007, p. 360-362.

20 « Rapport tendant à la radiation des livres scolaires de tendance belliciste figurant sur les listes départementales », dans Bulletin mensuel du Syndicat national des institutrices et instituteurs publics, mai-juin 1926.

21 Otto-Ernst Schüddekopf, *L'enseignement de l'histoire et la révision des manuels d'histoire,* Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 1967, p. 22.

22 Mona L. Siegel, *The Moral Disarment of France. Education, Pacifism and Patriotism, 1914-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 126-132

23 Heinrich Grönewald, « Die Geschichtsbilder und die moralische Abrüstung », dans Die Friedenswarte. *Blätter für internationale Verständigung und zwischenstaatliche Organisation*, 1932, p. 207-208.

Des enseignants pour la paix : vers une Internationale des instituteurs européens

Dans ce contexte, Georges Lapierre entreprend de contacter ses collègues d'outre-Rhin pour approfondir la réflexion sur les méfaits des discours scolaires nationalistes en Europe. En juin 1926, les représentants français et allemands des syndicats de l'enseignement primaire se rencontrent pour la première fois à Amsterdam[24] en présence de leurs collègues des Pays-Bas.

Les deux syndicats fondent à cette occasion la « Fédération internationale des associations d'instituteurs » (F. I. A. I.) pour la collaboration pédagogique et pour la préparation de la paix par la coopération des peuples dans la liberté (il est prévu d'établir un bureau à Paris). A l'issue des discussions, les participants s'engagent à poursuivre une politique de paix et de réconciliation, notamment entre la France et l'Allemagne, et à éliminer les mensonges comme les appels à la haine présents dans les manuels scolaires de leurs pays respectifs.

Porté par ce climat favorable à la paix, l'Alsacien Leo Raeppel, rédacteur en chef du journal *Allgemeine deutsche Lehrerzeitung*, s'exprime en 1929, à l'occasion du Congrès national du syndicat des instituteurs allemands réuni à Dresde, pour appeler ses collègues à s'engager en faveur de la réconciliation : « Mon père a tiré sur les Allemands, moi, j'ai tiré sur les Français, mon fils ne doit plus être obligé de tirer sur quelqu'un »[25].

A la fin des années 1920, l'Europe de la révision des manuels scolaires est donc bien en marche, comme en atteste Jules Prudhommeaux, dans sa brochure de 1928 intitulée *Pour la paix par l'école : ce qui a été fait en France pour lutter contre les livres scolaires contraires au rapprochement des peuples (1923-1928)*[26]. Soulignant le travail remarquable réalisé par nombre d'auteurs français et allemands, Prudhommeaux prend pour exemple l'ouvrage de Siegfried Kawerau, et mentionne plus particulièrement les initiatives prises par la maison

Hachette qui a d'ores et déjà révisé un de ses manuels dans un esprit d'apaisement, le Gauthier-Deschamps, et qui prépare une nouvelle édition du manuel écrit par Albert Malet, ce dernier travail ayant été confié à Jules Isaac, « érudit savant qui [selon l'auteur] mérite toute notre confiance ! »[27]. Ces manuels ainsi révisés apparaissent dès lors comme des modèles d'ouvrages

---

24 Heinrich Rodenstein, Leo Raeppel, *Brunswick, Internat. Arbeitskreis Sonnenberg*, 1978, p. 5.

25 Ibid., p. 5.

26 Jules Prudhommeaux, *Pour la paix par l'école : ce qui a été fait en France pour lutter contre les livres scolaires contraires au rapprochement des peuples (1923-1928),* Nîmes, Éditions de la Paix par le Droit, 1928. L'ouvrage a été traduit en allemand dès 1929 à l'initiative du journal des instituteurs allemands et d'une maison d'édition de la communauté religieuse des quakers.

27 Jules Prudhommeaux, *Der Kampf um das Geschichtsbuch in Frankreich. Die Erreichung des Friedens durch die Schule*, Leipzig, Quäker-Verlag, 1929, p. 33.

invitant à la paix dans un contexte où les récits bellicistes et vindicatifs dominent encore les écrits historiques et scolaires.

Des manuels modèles ? Les pionniers d'un récit de guerre pacifié

Dès la fin du conflit, des récits de la Grande guerre, rédigés « à chaud », sans le recul nécessaire à la construction d'une narration impartiale, entrent dans les manuels d'enseignement en France comme en Allemagne.

Des premiers récits de guerre : un « dialogue de sourds » historiographique

Côté français, nombre de récits très vindicatifs stigmatisent la « responsabilité allemande » et la cruauté du peuple germanique : la France incarne la civilisation contre la barbarie des peuples germaniques ![28]

Présente dans les manuels du Secondaire les plus vendus à cette époque, cette interprétation apparaît notamment chez de Gigord en 1925. Le ton est « revanchard », véhément : l'auteur désire « mesurer l'étendue des responsabilités »[29]. La responsabilité allemande est clairement établie[30] : l'Allemagne a agressé la France qui n'aspirait qu'à la paix. Pour l'auteur, la Grande Guerre prend sa source dans la mentalité allemande dont les trois principes clefs sont : le pangermanisme, le militarisme et la domination économique. L'auteur accuse l'ex-ennemi de « préméditation »[31], et l'idée d'un complot germano-autrichien hante tout son discours. Il rappelle les horreurs commises par les Allemands en France et en Belgique, en violation du « droit des gens », et présente cette violence comme inhumaine, une cruauté gratuite censée inspirer de la « honte » aux responsables de « pareils crimes »[32] ! Courante dans les manuels français de cette période, l'image de la cathédrale de Reims en flammes illustre le propos pour symboliser la barbarie d'un adversaire qui n'hésite pas à s'attaquer à des civils et à brûler un lieu sacré, de paix et de refuge.

---

28 Cf. Rainer Bendick, « La guerre et la paix dans les manuels scolaires : Allemagne et France (1918 – 1940) », dans Pietro Causarano (dir.*), Le XXe siècle des guerres*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2004, p. 331-342.

29 L. Deveille, *Histoire contemporaine 1815-1920, Classes de Terminales*, Paris, de Gigord, réédition 1925, p. 1154.

30 Ibid, p. 1093. L'Allemagne et l'Autriche troublent la paix de l'Europe ; les autres pays aspirent à la paix dont la France (p. 1094, note). L'Autriche est « dirigée par Berlin » (p. 1095).

31 Ibid., p. 1094.

32 Ibid., p. 1159.

Dans le même esprit, au début des années 1920, chez Hachette, Jules Isaac ouvre sa partie sur les « origines de la guerre » par un titre de paragraphe qui ne laisse aucune place au doute ou au débat : « La responsabilité allemande »[33]. A travers le paragraphe suivant intitulé « les causes profondes : la mentalité allemande », il explique que « la mentalité de l'Allemagne moderne, mentalité faite de convoitises, d'orgueil, d'un immense appétit de domination, joint au culte de la force brutale, […] est, en dernière analyse, la cause profonde de la guerre »[34].

Outre-Rhin, les auteurs répondent par la thèse de l'*Einkreisung* et dénoncent la « politique d'encerclement menée par l'Angleterre et la France »[35]. Comme l'illustrent nombre d'images, et notamment une carte d'Europe centrale dont les frontières ont été imaginées[36], ils défendent la thèse selon laquelle le « rêve » des Français serait d'amputer le territoire allemand pour son propre profit et celui de ses alliés, l'Angleterre et la Russie. De leur point de vue, la cause principale de la guerre, l'élément déclencheur, est avant tout l'ambition de la Serbie. Désireuse de devenir une grande puissance, celle-ci aurait entrepris de défier l'Autriche avec le soutien, voire la complicité, de la Russie et de la France[37].

C'est donc bien un « dialogue de sourds » historiographique qui se noue au sortir de la Grande Guerre entre les auteurs de manuels français et allemands, leurs interprétations contradictoires se répondant sans parvenir à engager le débat. Souhaitant éviter de tels excès, des historiens pédagogues entreprennent, de part et d'autre de la frontière, d'apaiser les esprits en proposant des récits de guerre pacifiés rédigés dans un souci d'objectivité et de réconciliation.

Des manuels pour la paix : vers une « théorisation » des méthodes de révision

En Allemagne, Siegfried Kawerau publie dès 1922 un manuel « novateur » pour lequel il met en application sa « philosophie » pour une écriture objective et

33 Jules Isaac, *Histoire contemporaine, Classes de Terminales*, Paris, Hachette, p. 1064. « Même si la responsabilité de l'Autriche est indéniable […] Docile alliée de l'Allemagne, sans elle totalement impuissante, jamais l'Autriche n'eût risqué la guerre […] C'est donc sur l'Allemagne que retombe la responsabilité majeure du conflit ».

34 Jules Isaac, *Histoire contemporaine*, Paris, Hachette, p. 1064. « Un programme de domination et de spoliation »

35 Bernhard Kumsteller, *Geschichtsbuch für die deutsche Jugend, Leipzig, Verlag Quelle und Meyer*, 1926. Cf. Rainer Bendick, « La réconciliation après la Grande guerre », dans Denis Bousch (dir.), Les écrivains du front. La littérature allemande après 1918 et l'engagement pacifiste, Berlin, Avinus, 1999, p. 13.

36 Arnold Reimann, Geschichtswerk für höhere Schulen, Munich et Berlin, Verlag R. Oldenbourg, 1928, p. 129 [Extrait d'un roman français, sans date].

37 Ibid., p. 93.

pacifiée de l'histoire[38]. Il préconise tout d'abord de modifier le cadre de la narration en « dénationalisant » les discours, pour proposer une histoire européenne susceptible de rendre aux différents pays leur place dans l'Histoire. Il recommande ensuite d'éviter les généralisations, en distinguant par exemple le peuple allemand de ses dirigeants pour ce qui est des décisions relevant de l'entrée en guerre. Il conseille enfin de rappeler les initiatives de paix prises en temps de guerre[39] et de proposer une véritable « narration de la paix »[40].

Peu de temps après, en France, Jules Isaac entreprend la révision de son propre manuel. Il reconnaît avoir cru sincèrement aux interprétations de l'époque et s'être laissé entraîner par l'esprit du temps[41]. Fort des travaux de recherche qu'il a entrepris par lui-même, il réécrit son récit de la Grande Guerre à travers lequel il dévoile implicitement sa « méthode » de révision des discours scolaires. Cette fois – comme il l'exprimera plus tard –, l'historien tient compte des « exigences nouvelles de la compréhension internationale, surtout [pour] les questions litigieuses »[42].

Pour traiter justement de ces « questions conflictuelles », il recommande tout d'abord de pacifier les discours par un recours systématique aux sources[43], et préconise la prudence pour l'écriture de l'histoire très récente, souvent victime d'un excès de passion. Ainsi, dans son manuel de 1937, écrit-il à propos des « origines de la guerre » :

> « Question controversée s'il en fut, la responsabilité d'une telle guerre est une charge écrasante que nul ne veut accepter. Certes il est malaisé d'établir, sur des bases solides, l'histoire d'une période aussi proche et aussi trouble ; les documents qui la concernent ne sont pas tous connus ni accessibles. On en sait

38 Méthode exposée à Berlin en 1924 et dans son ouvrage de pédagogie intitulé *Alter und neuer Geschichtunterricht*, Leipzig, E. Oldenburg, 1924.

39 Siegfried Kawerau, *Synoptische Tabellen für den Geschischtlichen Arbeits-Unterricht vom Ausgang des Mittelalters bis zur Gegenwart*, Leipzig, Schneider, 1922, p. 56. L'auteur insiste sur l'initiative du ministre des Affaires étrangères britannique Edward Grey qui avait souhaité réunir en urgence les grandes puissances (Angleterre, Allemagne, France, Italie) pour une conférence de paix à laquelle l'Allemagne avait refusé de participer.

40 Le manuel se termine par un chapitre sur « la paix et l'organisation internationale » qui traite de l'histoire des idées et des mouvements pour la paix de Hugo Grotius à la Société des Nations.

41 Cf. André Kaspi, *Jules Isaac ou La passion de la vérité*, Paris, Plon, 2002, 257 p.

42 Jules Isaac, « Retour sur le passé », Bulletin de la Société des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement public, n° 173, novembre 1961, p. 157. « Tout en donnant priorité au respect de la vérité historique, je me suis efforcé de ne pas négliger les exigences nouvelles de la compréhension internationale, surtout quand j'en arrivai aux questions litigieuses de l'époque contemporaine, telles que les origines des guerres de 1870, de 1914 ».

43 Ibid. p. 157.

> assez cependant pour dégager les faits essentiels, quitte à indiquer les interprétations contradictoires auxquelles ils ont prêté »[44].

La « méthode des deux points de vue » représente le second pilier de sa « méthode » de révision, comme il l'expliquera par la suite :

> « Après avoir exposé les faits, aussi honnêtement que possible, du point de vue français, je donnais en lecture de longs extraits d'un manuel allemand choisi parmi les meilleurs, afin de montrer comment la question apparaissait à la jeunesse allemande »[45].

Dès la fin des années 1920, Isaac préconise donc d'intégrer dans les manuels français des extraits de documents étrangers pour initier les élèves à la notion d'historiographies multiples et pour leur donner accès au ressenti et aux interprétations de l'Autre. Pour sa part, il propose, dans son nouveau manuel, « un exposé allemand des origines de la guerre »[46] ainsi que des documents de l'ex-ennemi témoignant des horreurs commises en Belgique en violation du « droit des gens »[47] : de leur point de vue, les soldats allemands n'auraient fait que répondre à l'agression de la population civile belge… Certes, l'objectif d'Isaac n'est pas d'excuser ou de justifier des actes que tous les belligérants considèrent comme terribles, mais plutôt d'éclairer les événements, en rappelant que, pour émettre un jugement et tenter d'approcher la « vérité », il faut entendre le témoignage de chacun des camps.

A la même époque, des manuels du primaire vont plus loin et appellent explicitement à la paix, comme l'édition du manuel Gauthier-Deschamps publié en France en 1927 dans lequel on peut lire cette profession de foi pacifiste : « Le devoir de tout bon Français, c'est de travailler à réparer les désastres de la guerre et de vouloir que la paix s'établisse enfin dans le monde. »[48] En Allemagne, comme en écho, le manuel *Geschichtsbilder*, publié en 1929 pour les écoles primaires de l'État libre de Brunswick, invite à aimer la paix et la SDN pour construire un nouvel ordre international, basé sur le droit et non plus sur la violation du droit par la violence du plus fort[49]. Appuyé par le

---

44 Jules Isaac*, Histoire contemporaine*, Paris, Hachette, 1937, p. 643.

45 Jules Isaac, « Retour sur le passé », *Bulletin de la Société…,* 1961, p. 157.

46 Jules Isaac, *Histoire contemporaine*, Paris, Hachette, 1937, p. 678-683.

47 Ibid., p. 747-750 : « Les horreurs de la guerre, deux points de vue ».

48 M. Gauthier-Deschamps (pseudonyme de Mademoiselle Miallier-Souvigny), *Histoire de France. Cours moyen et supérieur. Préparation au certificat d'études*, Paris, Hachette, 1927, p. 163. Il s'agit d'une version révisée par Aubin Aymard. Cf. Notice « Gauthier-Deschamps », dans Christian Amalvi, Répertoire des auteurs de manuels scolaires et de livres de vulgarisation historique de langue française de 1660 à 1960, Paris, La Boutique de l'Histoire, p. 122.

49 *Geschichtsbilder : zum Gebrauch für den Geschichtsunterricht in den Volksschulen des Freistaates Braunschweig*, Brunswick, Verlag H. Rieke & Co., 1929.

mouvement pour la révision des récits scolaires, le nouvel ordre international est alors l'objet de tous les espoirs.

Conclusion

Au cours des années 1920, les accords de Locarno représentent un grand espoir pour les apôtres de la paix par la réconciliation et la révision des manuels scolaires. Briand et Stresemann apparaissent d'ailleurs dans ces derniers comme des « héros de la paix ». Cependant, Stresemann meurt en 1929, Briand en 1932, et Hitler arrive au pouvoir en 1933.
Face à la censure nazie, la révision des manuels en Europe se retrouve en danger. L'arrestation dès 1933 de Kawerau – en tant que socialiste pacifiste – est symbolique d'un changement de climat peu favorable aux militants pour la paix par l'Education. Certes, des professeurs comme Reimann ou Isaac tentent de maintenir le dialogue : une conférence franco-allemande sur l'enseignement de l'histoire est organisée à Paris en 1935[50]. A cette occasion, Français et Allemands tombent d'accord sur un grand nombre de *résolutions*, et ces dernières font en France l'objet d'une publication et d'un débat argumenté. Cependant, en Allemagne, le débat tourne court, en raison de la censure nationale-socialiste qui étouffe au fil du temps le mouvement international de révision de manuels. Nombre d'instituteurs et de professeurs actifs au sein de ce mouvement sont par la suite poursuivis par le régime nazi. Georges Lapierre est arrêté et déporté à Dachau pour « faits de socialisme pacifiste » ; Jules Isaac échappe de peu à la déportation, tandis que sa famille trouve la mort dans les camps[51].

Néanmoins, ces expériences de persécution n'ont pas tué la volonté de paix de ces apôtres de la réconciliation : l'esprit a survécu à la dictature nazie, comme en témoigne le « testament pédagogique » de Georges Lapierre rédigé à Dachau en février 1944 quelques jours avant sa mort : « La faillite des efforts de vingt années pour mettre fin aux conflits internationaux et réaliser enfin la concorde internationale ne saurait ébranler nos convictions et décourager nos efforts. La paix universelle, aspiration séculaire des peuples, est l'aboutissement logique

50 Cf. Dieter Tiemann, « Schulbuchrevision im Schatten der Konfrontation : deutsch-französische Auseinandersetzungen zwischen den beiden Weltkriegen », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, n° 6, 1988, p. 342-362.
51 Notice « Jules Isaac », dans Christian Amalvi, Répertoire des auteurs de manuels scolaires…, p. 149-151.

des constructions de la raison qui reste, en dépit de ses défaillances, notre suprême recours et notre espoir suprême »[52].

Maguelone NOUVEL-KIRSCHLEGER
CRISES, Université Paul-Valéry Montpellier
nouvel.maguelone@wanadoo.fr

Steffen SAMMLER
GEI, Brunswick (Allemagne)
sammler@gei.de

52 Ce texte a été publié dans *Historica Geographica Europaea*, n° 1, 1969, p. 9-10 avec le commentaire suivant : « Marie-Louise Cavalier nous a remis des extraits de la lettre qu'il a pu lui faire parvenir le 18 février 1944, que l'on peut considérer comme son testament spirituel ». Marie-Louise Cavalier était une ancienne militante du S.N.I. et une amie de Georges Lapierre.